

Le CIO à la pêche au gros : 31 athlètes privés de Rio

DOPAGE La réanalyse de 454 échantillons des JO de Pékin a été fructueuse

- Dans son souci de protéger les athlètes intègres, le CIO a frappé un grand coup.
- Trente-et-un athlètes de 6 sports en provenance de 12 pays seront écartés des Jeux cet été suite à de nouvelles analyses.
- Les JO de Pékin sont désormais les plus « sales » de l'histoire olympique.

C'est une fameuse bombe qu'a lancée, ce mardi, le Comité international olympique (CIO). Alors que le dopage est, plus que jamais, au faite de l'actualité après les révélations de l'ex-directeur du laboratoire des Jeux de Sochi dans les colonnes du *New York Times* sur la tricherie organisée durant les JO d'hiver 2014, il a annoncé qu'après la réanalyse de 454 échantillons sélectionnés des Jeux de Pékin 2008, pas moins de 31 athlètes en provenance de 6 sports et de 12 pays différents ont été déclarés positifs et devraient être empêchés de participer aux Jeux de Rio, cet été. Les procédures ont été lancées et les comités nationaux olympiques des sportifs concernés ont été prévenus. « C'est un coup puissant porté aux tricheurs », a déclaré Thomas Bach, le président du CIO. Notre action montre qu'ils n'ont nul endroit où se cacher. Nous ne les laisserons pas gagner. »

Questions autour d'une affaire majeure.

Pourquoi retester les échantillons de 2008 et avoir attendu jusqu'à aujourd'hui pour le faire ? Réexaminer des échantillons qui ont été congelés, dans ce cas-ci au laboratoire de Lausanne, n'est pas nouveau. Le CIO se réserve le

droit de le faire jusqu'à dix ans après le contrôle initial de manière à pouvoir tracer, grâce aux avancées de la technologie, des produits qui n'auraient pas été détectés dans un premier temps. Si on a triché sans être pris sur le moment, ce n'est donc pas parce qu'on repart des Jeux avec une médaille qu'on est assuré de la garder éternellement. Si le CIO attend pratiquement, comme dans le cas présent, le terme de la période de conservation, c'est pour pouvoir bénéficier des méthodes de détection les plus récentes possibles.

Pourquoi le chiffre de 454 nouvelles analyses ? En coopération avec l'Agence mondiale antidopage (AMA) et les fédérations internationales (FI), le CIO a « privilégié » un nouveau contrôle des urines d'athlètes censés avoir été attirés par le dopage et qui, huit ans après les JO de Pékin, sont toujours en activité et susceptibles d'aller à Rio. Sa volonté est de leur barrer la route pour protéger les athlètes intègres. Cela ne veut pas dire qu'il va en rester là. Il annonce « un programme plus vaste de nouvelles analyses sur les médaillés de Pékin et précise que les échantillons des athlètes qui pourraient se voir attribuer une médaille à la suite de la disqualification des contrevenants seront également réanalysés ».

Le chiffre de 31 cas positifs est-il important ? Si l'on se réfère aux nombres de cas positifs relevés depuis le début des contrôles antidopage aux Jeux (voir infographie ci-contre), il est énorme. Jusqu'à présent, le plus grand total de cas positifs décelés au cours d'une édition des Jeux était de 26, à Athènes, en 2004, un chiffre qui comprenait également des cas de « violation aux règles antidopage », en l'espèce la non-présence des sprinters grecs Kostas Kenteris et Ekatherini Thanou lors d'un contrôle inopiné juste avant les JO, ce qui avait provo-

qué leur exclusion. Si on ajoute les 31 cas (sur 454 nouveaux contrôles, soit 6,8 % de positifs) aux 25 qui avaient été décelés durant les JO de Pékin, on arrive à un total de 56 en 2008, soit plus du double d'Athènes. Et ce n'est peut-être pas fini...

Sait-on de quels athlètes il s'agit ? Le CIO est forcément au courant mais n'en est toujours qu'au début du processus et, pour

des questions bien compréhensibles d'ordre juridique et de droit de la défense - les athlètes incriminés pourront évidemment demander une contre-expertise - aucune communication sur l'identité des 31 fautifs n'a filtré. On s'attend à ce que les noms tombent petit à petit dans les prochains jours lorsque les athlètes auront été prévenus.

D'autres actions pour lutter contre le dopage vont-elles être entreprises ? Avec le même objectif de priver les tricheurs des Jeux de Rio, le CIO a également fait procéder à 250 nouveaux contrôles des échantillons des Jeux de Londres, dont le résultat sera connu sous peu. Par ailleurs, suite aux révélations du *New York Times*, il a demandé à l'AMA de mener une enquête approfondie concernant les allégations de corruption portées à l'encontre du laboratoire de Sochi et de procéder à une nouvelle analyse des échantillons de 2014 « avec les moyens les plus modernes et les plus efficaces à disposition ».

Combien ça va coûter ? La lutte antidopage a un prix et il n'est pas mince. Quand on sait qu'une analyse de ce type coûte en moyenne 1.000 dollars, on se rend compte que la première vague d'analyses va coûter la bagatelle de plus de 700.000 dollars (617.000 euros) au CIO. Sans compter le travail juridique qui va les accompagner. Attraper les tricheurs est vertueux... mais onéreux. ■

PHILIPPE VANDE WEYER

Le dopage aux Jeux olympiques

LE SOIR - 18.05.16



(1) dont des cas de violation des règles antidopage
(2) dont six cas de dopage équin